

Covid-19 : les conséquences économiques dans les secteurs des services aux entreprises (SAE)

Principaux contributeurs	Philippe Gattet et Olivier Passet
Directeur de la publication	Laurent Faibis
Date de publication	23 mars 2020
Site	www.xerfi.com
e-mail	etudes@xerfi.fr
Adresse	13-15 rue de Calais 75009 Paris
Téléphone	01 53 21 81 51
Fax	01 42 81 42 14

Le groupe **Xerfi**, leader français des études sur les secteurs et les entreprises, apporte aux décideurs les analyses indispensables pour surveiller l'évolution des marchés et de la concurrence, décrypter les stratégies et les performances des entreprises, en France comme à l'international. Le site **Xerfi.com** met ainsi en ligne le plus vaste catalogue d'études sur les secteurs et les entreprises.

Au sein du premier bureau d'études spécialisé en France, les experts sectoriels du groupe **Xerfi** sont animés d'une passion commune : traiter l'information avec une très grande rigueur intellectuelle, réaliser des analyses professionnelles au plus près des réalités de la vie économique, s'engager sur des conclusions rédigées avec l'ambition de la probité et de la qualité.

Pour atteindre ces objectifs, le groupe **Xerfi** s'est donné tous les moyens de l'indépendance : son capital est détenu par ses dirigeants, son développement repose pour l'essentiel sur l'édition des études réalisées à sa propre initiative, des méthodes de travail éprouvées, des règles déontologiques strictes.

Des milliers d'entreprises, comme tous les réseaux bancaires, les investisseurs et financiers, les leaders du conseil et de l'audit ont fait des études du groupe **Xerfi** l'outil indispensable pour appuyer leur réflexion.



1. LES CONSÉQUENCES POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE	4
1.1. À RETENIR	5
1.2. LES MÉCANISMES DE TRANSMISSION DE LA CRISE	6
1.3. QUEL SCÉNARIO DE REPRISE ?	7
1.4. LE SCÉNARIO DE CROISSANCE DE XERFI ET LES INDICATEURS CLÉS	8
1.5. LES SECTEURS EN PREMIÈRE LIGNE	11
1.6. LES SECTEURS SUIVEURS ET RÉSILIENTS	12
2. LES CONSÉQUENCES POUR LES SECTEURS DES SAE	13
2.1. À RETENIR	14
2.2. L'IMPACT SUR LA DEMANDE	15
2.3. LA SEGMENTATION SECTORIELLE	16
2.4. LES CAPACITÉS DE RÉSISTANCE ET DE REBOND	17

LES CONSÉQUENCES POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE



À RETENIR

1

La pandémie du coronavirus crée un choc d'ampleur inédite. Nous sommes passés d'un choc localisé, menaçant quelques chaînes d'approvisionnement, à un choc généralisé qui altère la dynamique de demande et de production de tous les pays de façon simultanée. Ce type de choc synchrone a une portée en termes d'effets multiplicateurs considérables à échelle mondiale. L'impact se compte en points de croissance, comme en 2008, notamment depuis la généralisation du confinement.

2

Nous faisons ici l'hypothèse que le confinement s'étirera sur 45 jours, ce qui constitue une hypothèse plutôt optimiste. Cette contrainte déstabilise massivement l'activité de nombreux secteurs de services, mais aussi de l'industrie (automobile, biens d'équipement, construction) qui se retrouvent à l'arrêt ou quasi-arrêt. Le choc produit selon nos hypothèses un décrochage de 3,3% du PIB en 2020, suivi d'un rebond de 3,0% en 2021.

3

L'économie ne retrouverait son niveau de fin 2019, qu'au quatrième trimestre 2021. Ce qui marque une altération de la croissance potentielle. L'arrière-plan d'instabilité financière et la trace longue que pourrait laisser le dévissage de l'activité sur la qualité des bilans des entreprises, de l'État et des banques, éloignent la perspective d'une récupération rapide en forme de V. Plus l'épisode se prolonge et plus la perspective d'un effacement rapide de la crise s'éloigne.

4

Face à un choc concentré et supposé transitoire, les entreprises ne devraient pas procéder à un ajustement massif de leurs capacités. En conséquence, ce sont les résultats d'exploitation et les trésoreries qui devraient absorber l'essentiel de la secousse à court terme. Les risques de redressement judiciaire et de dépôts de bilan sont particulièrement importants, parmi les PME de service notamment, en dépit des mesures de soutien public (chômage partiel, ajournement des dépenses fiscales et d'énergie, etc.).

5

Le choc d'activité sera massif dans certains secteurs de services qui ne sont pas usuellement les plus instables. Les secteurs des transports, de l'hôtellerie-restauration, des services aux ménages (récréatifs, loisir, soins, etc.) et du commerce spécialisé sont en première ligne. À cela s'ajoutent les industries exposées au dévissage du commerce mondial. On peut estimer que le tiers de l'économie pourrait se retrouver en situation sinistrée, avec des effets d'entraînement puissants sur 50% du PIB.

6

Outre les secteurs non marchands ou administrés, liés à la santé, l'action sociale, l'éducation, seules quelques activités marchandes devraient résister au tsunami, voire en profiter à court terme (la filière agricole et alimentaire, jusqu'au commerce de détail, la pharmacie et le secteur financier notamment).

1.2. LES MÉCANISMES DE TRANSMISSION DE LA CRISE

D'un choc d'offre à un choc multicanal

En l'espace de quelques jours, la crise du COVID19 a pris une nouvelle dimension et profondément changé de nature et de portée au plan économique. Elle pouvait apparaître dans les premiers temps de la propagation du virus comme un choc asymétrique dont l'épicentre était en Asie (Chine, Corée), avec l'Italie comme foyer secondaire. Avec essentiellement des conséquences en matière de rupture d'approvisionnement et de ralentissement du commerce mondial. À mesure que la contagion atteignait la France et que les mesures de confinement s'étendaient, nous sommes passés à un choc généralisé qui altère la dynamique de demande et de production de tous les pays de façon simultanée. Les entreprises doivent désormais faire face à un choc de premier ordre qui peut mettre pour certaines en péril leur trésorerie et leur survie.

■ Un choc « multicanal »

Effet choc d'offre	Effets directs dévastateurs du confinement sur le transport, le tourisme, l'hôtellerie-restauration, les activités récréatives, le commerce spécialisé, les industries à l'arrêt (automobile, équipement, construction)	Fort impact direct sur l'emploi précaire, CDD courts (secteurs à très forte réactivité de l'emploi)
	Possibilités de distribution très restreintes concernant le commerce spécialisé, hormis le circuit du e-commerce	Conséquences massives tout au long des filières de production de biens durables
	Très brutale dégradation des marges et de la trésorerie, hausse des faillites	Le choc va peser principalement à court terme sur le compte d'exploitation des entreprises
	Restriction de l'offre de travail liée aux mesures de confinement et de quarantaine	Effet qui n'est que partiellement compensé par le télétravail
	Rupture des chaînes d'approvisionnement en amont + restriction du fret	Effet prix collatéral sur certains composants Hausse des prix du fret
	Accès restreint à certains biens d'équipement	Effet peu prégnant à court terme et non pertinent à long terme.
Effet choc de demande	Gel de l'investissement et des embauches, hausse du chômage (partiel ou non)	Les secteurs les plus exposés au confinement, sont des secteurs de service (ce qui est atypique), à ajustement rapide de l'emploi. Le chômage partiel ne pourra absorber tout le choc
	Ajournement forcé de toutes les dépenses de consommations de biens et services non distribués (45% de la consommation). Effet diffus sur la confiance des ménages à plus long terme	Hausse massive et forcée du taux d'épargne
	Ralentissement de la demande mondiale (circuit exportations)	Effet puissant du multiplicateur du commerce international
Effet mixte	Impact sur la production des filiales étrangères des groupes français	Effet diffus sur l'économie domestique de la dégradation des comptes consolidés des groupes nationaux et étrangers implantés en France (50% de l'emploi marchand résident).

1.3. QUEL SCÉNARIO DE REPRISE ?

Quelle résilience pour le secteur financier ?

Le choc du COVID 19 et des mesures de confinement qui s'imposent est d'une ampleur inédite dans une période de paix. Simultané, dans toutes les régions du monde, il comporte des effets multiplicateurs sur le commerce international d'une ampleur redoutable. Un choc d'une telle brutalité interroge nécessairement sur la résilience du secteur financier. Une défaillance des institutions financières créerait des effets de second tour extrêmement aggravants. La chute des bourses, que l'on observe dès à présent, ne fragilise que les intermédiaires financiers qui portent ce risque directement, en compte propre. L'industrie du capital investissement est en revanche très exposée à court terme. Les banques, pour leur part, ne sont que très indirectement exposées. Les fonds de gestion dont elles sont actionnaires ne gèrent ce risque que pour le compte de clients. Elles sont en revanche plus directement impactées par l'inversion de la courbe des taux, qui consume leurs marges d'intérêt et par la montée à terme des créances douteuses à leur actif, liée à la forte augmentation du risque de faillite des entreprises sur lesquelles elles sont exposées.

Un scénario de reprise en V reste possible

Face à la gravité de ce choc, aux risques de faillites en chaîne dans le secteur privé, à la dégradation induite des bilans bancaires, à l'effet de freinage que produira l'effort de restauration des trésoreries et des comptes publics et aux changements durables de comportement de mobilité, le scénario en V reste encore possible, mais il est très fragilisé si les mesures de confinement s'étirent jusqu'à l'été. Il sera mécaniquement puissant au troisième trimestre, si les mesures de confinement ne durent pas plus de 45 jours (selon notre hypothèse médiane) mais il risque d'être insuffisant pour compenser l'activité perdue, compte tenu de l'arrière-plan financier qui pourrait créer un effet de « longue traîne ». Les enveloppes de soutien public et monétaire risquent rapidement de se révéler insuffisante compte tenu de l'ampleur et du risque d'étirement de l'arrêt de l'activité qui touche de plein fouet plus d'un tiers de l'économie, et dont le périmètre pourrait encore s'étendre.

■ Un scénario en V n'est pas certain

Rebond possible à la fin du confinement	Mais risque de crise à double détente, comme en 2008	
Restauration de la Bourse	Risque de surajustement à la hausse sur les prix des matières premières et les produits de base, compte tenu de la destruction des capacités	Fragilité de la sphère financière à surveiller
Restockage		Les banques peuvent bénéficier d'un effet d'aubaine à court terme grâce à la hausse des opérations de crédits de trésorerie aux entreprises (si la crise est limitée dans le temps)
Rattrapage de la demande différée	Effort prolongé de reconstitution de trésoreries , qui freinera au-delà du pic d'épidémie les embauches et l'investissement	Mais risque de restriction du crédit lié à la restauration des ratios de risque ou de liquidité momentanément assouplis
Diminution du taux d'épargne		
Contexte prolongé de faiblesse des taux d'intérêt et de l'inflation	Efforts de consolidation des finances publiques, sur fond de forte dégradation des comptes de l'État	

1.4. LE SCÉNARIO DE CROISSANCE DE XERFI ET LES INDICATEURS CLÉS

Un premier scénario médian de croissance

La pandémie du Coronavirus crée une situation d'incertitude économique radicale. Il serait très prématuré de prétendre faire une prévision à ce stade de la crise. **Nous proposons dès lors un scénario médian de croissance (-3,3% en 2020, +3,0% en 2021)**, sur lequel les risques d'erreur sont évidemment extrêmes. Ce scénario suppose un dévissage cumulé de l'activité de l'ordre de 10% aux premier et deuxième trimestres. En dépit de l'incertitude qui entoure ce chiffrage, il nous paraît prudent d'intégrer au minimum ce contexte macro-économique dégradé comme base de l'évaluation de la dynamique des marchés et des risques induits sur l'activité des entreprises dans les trimestres à venir. Ce scénario médian sera sujet à de multiples révisions, au fur et à mesure que l'information se précisera. Il est possible qu'à ce stade, il sous-estime le lissage induit par l'inertie des décaissements. L'instabilité infra-annuelle de l'activité est en effet d'une ampleur inédite. Mais compte tenu d'une certaine stabilité sous-jacente de l'emploi (en baisse amortie par l'extension du dispositif de chômage partiel) et des revenus des ménages, notamment du fait du ralentissement de l'inflation et des dispositifs budgétaires et monétaires destinés à préserver les capacités, il existe une puissante force de rappel (technique) pour faire revenir rapidement l'économie dans son couloir de croissance de moyen terme.

Baisse de la trésorerie et hausse de l'épargne : un double à-coup de grande ampleur

Cette dualité inédite entre la dynamique du revenu des ménages et l'effondrement de l'offre et de la consommation, liée au contingentement de la force travail et aux restrictions forcées de l'accès à certains biens et services, crée deux à-coups simultanés d'une ampleur considérable : **l'un à la baisse sur les marges et la trésorerie des entreprises**, et par ricochet sur les comptes de l'État, qui temporise le choc par des transferts ; **l'autre à la hausse sur le taux d'épargne des ménages**, qui sont dans l'impossibilité réglementaire et fonctionnelle de dépenser leur revenu. Pour prendre la mesure de l'ampleur de ce choc et de l'incroyable instabilité créée sur les profils infra-annuels, il suffit de regarder la part des dépenses de consommation qui est tout ou partie bloquée par le confinement. Cette part est de l'ordre de 45%. Si ce blocage s'étire sur un mois dans un trimestre, cela signifie une contribution de -15 points à la croissance trimestrielle de la consommation. Cela aide à comprendre le profil, en première approche insensé, des variations trimestrielles du compte qui est présenté.

Une récupération en forme de V encore intégrée dans notre scénario

Cette projection médiane, intègre largement la possibilité d'une récupération en forme de V de l'économie. Néanmoins, le choc étant largement centré sur les services, une partie des dépenses perdues n'est pas récupérable, hormis quelques effets de *rush* à la sortie du confinement. De surcroît, la montée des dettes bancaires, l'allongement des délais de paiement pour les PME, la dégradation inévitable de la trésorerie des entreprises et la forte dégradation des comptes publics invitent à la prudence sur le potentiel de récupération rapide et sans séquelles de l'économie à moyen terme. L'investissement pourrait être assez fortement pénalisé, ainsi que la construction, qui était déjà en phase de ralentissement. Certains secteurs à cycle long de production, comme l'aéronautique ou le ferroviaire, pourraient également mettre en cause leurs plans de charge compte tenu de la dégradation de la situation financière des transporteurs. L'automobile pourrait porter également longtemps la trace du choc alors que son modèle est déjà en plein doute, ce qui pourrait accélérer la décline et la concentration des capacités.

Le scénario de rebond reste aussi prudent compte tenu de l'hétérogénéité des durées de résolution de la crise selon les différentes régions du monde. Il existe notamment de gros doutes, sur la capacité d'endiguement de l'épidémie sur le continent américain, et dans de nombreux pays en développement.

■ Structure de la consommation des ménages

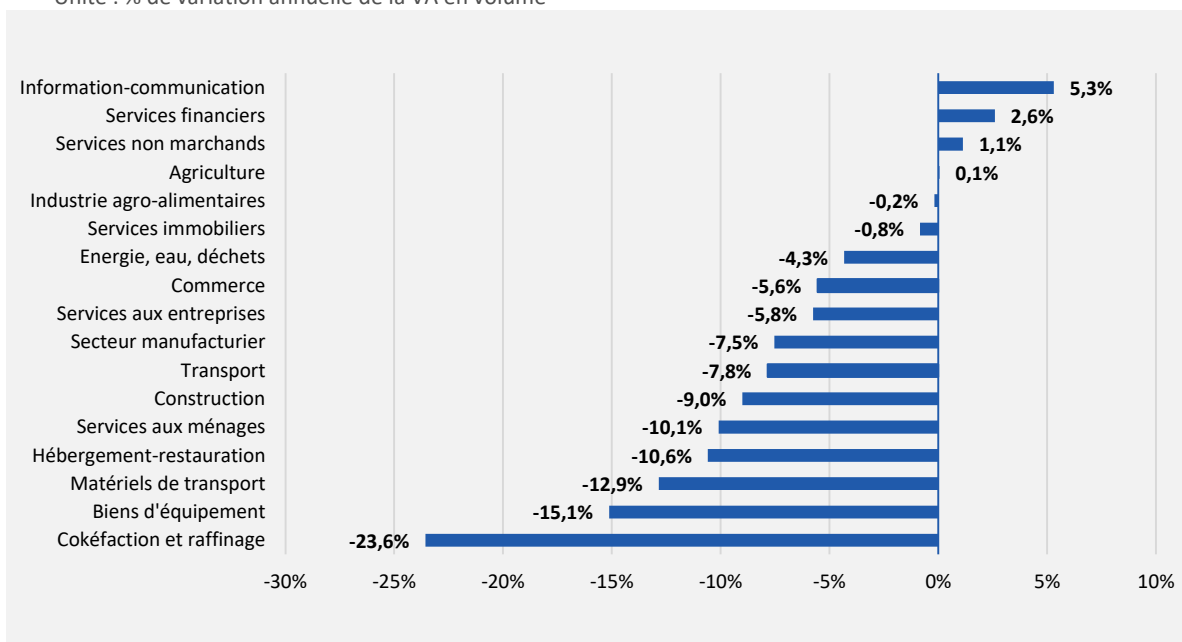
Unités : part en % de la consommation des ménages

Biens et services contingentés par le confinement ou non accessibles		Biens et services accessibles	
Articles d'habillement et chaussures	3,6	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	13,1
Entretien et réparation du logement	1,6	Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	3,7
Meubles, articles d'ameublement, etc.	1,4	Loyers d'habitation effectifs	4,6
Articles de ménage en textiles	0,3	Loyers d'habitation imputés	14,4
Appareils ménagers	0,8	Alimentation en eau et services liés au logement	1,4
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	0,6	Électricité, gaz et autres combustibles	4,3
Outillage et autre matériel pour la maison et le jardin	0,4	Biens et services pour l'entretien courant du foyer	1,1
Transports	14,1	Santé	4,0
Matériel de téléphonie et de télécopie	0,4	Services postaux	0,1
Loisirs et culture	7,9	Services de téléphonie et de télécopie	1,9
Restaurants et hôtels	7,6	Enseignement	0,5
Soins corporels	2,5	Protection sociale	2,0
Autres services	1,2	Assurance	4,2
Effets personnels nca	1,0	Services financiers nca	1,2
Total contingenté	43,5	Total accessible	56,5

Traitement Xerfi / Source : Eurostat

■ Projection de croissance de valeur ajoutée en volume des grands secteurs de l'économie

Unité : % de variation annuelle de la VA en volume



Traitement et projections Xerfi / Source : INSEE

■ PIB et compte emploi-ressource : scénario médian au 22/03/2020, bâti sur l'hypothèse d'un confinement de 45 jours

France	2018	2018	2019	2020	2021	T1 19	T2 19	T3 19	T4 19	T1 20	T2 20	T3 20	T3 20	T1 21	T2 21	T3 21	T4 21
PIB	100%	1,7	1,3	-3,3	3,0	0,3	0,4	0,3	-0,1	-2,0	-6,9	7,7	0,2	0,3	0,5	0,4	0,3
Consommation	54%	0,9	1,2	-3,5	6,9	0,4	0,2	0,4	0,3	-4,0	-11,0	18,0	1,0	0,2	0,4	0,4	0,4
Cons. Publique	24%	0,8	1,3	1,6	0,9	0,2	0,4	0,5	0,5	0,3	0,5	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Investissement	23%	2,8	3,6	-8,0	3,9	0,5	1,4	1,3	0,2	-5,1	-17,0	21,7	0,4	-0,4	-0,6	-0,6	-0,6
Construction	12%	2,1	3,2	-7,5	3,6	0,4	1,7	0,9	0,2	-5,0	-17,0	22,0	-0,2	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5
Équipement	5%	2,1	3,6	-10,0	4,4	1,4	0,9	1,2	-0,4	-5,5	-19,0	21,0	2,0	0,0	-0,7	-0,7	-0,7
Stocks	* 1%	-0,3	-0,4	-0,4	0,5	0,3	-0,2	-0,1	-0,5	-0,1	-0,4	0,9	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations	32%	3,5	1,9	-7,4	2,2	0,3	-0,2	-0,3	0,0	0,1	-6,0	-5,0	-2,0	3,0	4,0	3,0	2,0
Importations	33%	1,2	2,2	-8,4	9,2	1,3	-0,2	0,4	-0,4	-4,1	-15,6	17,4	0,4	1,8	2,5	1,9	1,4
Commerce extérieur	* -1%	0,7	-0,1	0,4	-2,2	-0,3	0,0	-0,3	0,1	1,4	3,2	-6,8	-0,7	0,3	0,4	0,3	0,2
Balance courante	**	-15	-19	-15	-40	-5	-6	-6	-1,9	-1	7	-10	-12	-11	-10	-9	-9
Bal. courante (% PIB)		-0,6	-0,8	-0,6	-1,7												
Emploi		1,2	1,0	-0,7	-0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	-0,2	-0,8	-0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Taux de chômage		9,0	8,5	9,6	10,5	8,6	8,5	8,5	8,2	8,6	9,5	10,1	10,2	10,3	10,5	10,6	10,7
Salaires	***	1,5	1,7	1,6	1,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Inflation		1,8	1,1	-0,1	0,7	0,1	0,4	0,3	0,2	0,1	-1,1	0,0	0,3	0,2	0,2	0,5	0,5
Solde sect. public	**	-59	-77	-162	-78												
Solde sect. public (% PIB)		-2,5	-3,2	-6,9	-3,2												
Dette publique (% PIB)		98	101	112	108												
PIB nominal	**	2 354	2 420	2 331	2 413												

Variation d'une période sur l'autre, sauf indication contraire : * contribution à la croissance du PIB

** mds d'euros

*** salaire horaire

Traitement et projections Xerfi / Source : INSEE

1.5. LES SECTEURS EN PREMIÈRE LIGNE

■ Les secteurs en première ligne

Secteurs	Poids dans le PIB	Croissance 2020 et 2021		Commentaires
Ce sont les secteurs les plus directement et massivement impactés par les mesures de confinement , soit qu'ils soient mis à l'arrêt quasi-intégral, soit qu'ils soient très fortement exposés au dévissage du commerce international. Ce second facteur peut étirer la crise dans le temps, compte tenu des décalages géographiques dans la diffusion de la pandémie et de ses effets paralysant sur l'offre et la demande.				
1- Services liés à la mobilité et / ou engageant une socialisation	20,8%	-7,3%	+11,0%	<p>Ces services sont en première ligne. Ils pourraient perdre en moyenne plus de 60% d'activité entre mi-mars et fin avril et -16% entre le second semestre 2019 et le premier semestre de 2020.</p> <p>Certains secteurs ont peu d'effets d'entraînement (les services aux ménages notamment, l'hôtellerie). La fermeture des magasins spécialisés ou des bars et restaurants bloque en revanche des composantes de la chaîne de production amont, avec de très forts effets collatéraux sur toute la chaîne d'approvisionnement. Sur ces secteurs à très fort BFR, le risque de faillite est considérable.</p>
<i>Hébergement et restauration</i>	2,8%	-10,6%	+13,4%	
<i>Transport</i>	4,4%	-7,8%	+13,2%	
<i>Commerce</i>	10,7%	-5,6%	9,4%	
<i>Services aux personnes / activités récréatives, soins, loisirs, culture etc.</i>	2,9%	-10,1%	11,8%	
2- Les industries (y compris la construction) à l'arrêt et/ou très fortement exposées au commerce international	8,2%	-10,7%	5,6%	<p>Ces secteurs de l'industrie et de la construction, ont un puissant pouvoir d'entraînement sur le reste de l'économie marchande. Ces secteurs, qui amplifient traditionnellement le cycle économique, sont pour une large part techniquement à l'arrêt du fait des retombées de la politique de confinement. L'accord du 22 mars entre Le gouvernement et les fédérations du bâtiment et travaux publics devrait néanmoins permettre de maintenir la continuité de certains chantiers, mais à marche ralentie.</p>
<i>Matériel de transport</i>	1,3%	-12,9%	-1,4%	
<i>Biens d'équipement</i>	1,5%	-15,1%	1,0%	
<i>Construction</i>	5,5%	-9,0%	8,3%	

1.6. LES SECTEURS SUIVEURS ET RÉSILIENTS

■ Les secteurs suiveurs, entraînés dans la baisse générale de l'activité

Secteurs	Poids PIB	Croissance 2020 et 2021		Commentaires
Ces secteurs, qui occupent des maillons clés des chaînes de valeur industrielles ou de la construction, amplifient traditionnellement le cycle économique (le PIB). Ils doivent se préparer à une récession sévère d'autant que la fermeture des commerces spécialisés bloque l'écoulement de la production après des ménages en aval. Ils auront dès lors très largement recours au chômage partiel.				
3- Les industries et services en amont ou aval des chaînes de valeur	21,8%	-6,0%	0,2%	Tous ces secteurs, ne seront pas confrontés aux mêmes périls. Certains métiers, du fait de leur spécificité ou d'éléments liés à leur modèle d'affaires et de facturation, amortissent le choc, à l'instar de certains SAE (services de sécurité et nettoyage, de comptabilité, services d'analyse, essais et inspections techniques ou services juridiques), l'énergie, les réseaux d'eau potable et d'assainissement, la collecte et le traitement des déchets, la pharmacie. D'autres prennent le choc de plein fouet : intérim, ingénierie, conseil, restauration collective, événementiel, matériaux, etc.
Services aux entreprises	14,1%	-5,8%	-0,6%	
Les autres industries (hors IAA)	5,4%	-7,1%	2,1%	
Utilities, secteurs de l'énergie et de l'environnement	2,3%	-4,3%	-0,1%	

■ Les secteurs résilients ou contra-cycliques, stabilisant à court terme

Secteurs	Poids PIB	Croissance 2020 et 2021		Commentaires
Ces secteurs sont stabilisants. Soit par convention comptable : leur valeur ajoutée est estimée sur la base des coûts engagés (services administrés, santé, éducation) ou estimée de façon conventionnelle (à l'exemple des loyers fictifs imputés des ménages propriétaires). Soit parce que leur activité est stimulée par le contexte de crise à brève échéance : télécommunications, certaines opérations bancaires, IAA, etc.				
4- Services administrés et secteurs contra-cycliques	49,1%	1,2%	1,0%	Même si certains des services administrés sont à l'arrêt (éducation ou certains guichets publics par exemple), ils continuent à contribuer positivement à la croissance. La mobilisation de moyens supplémentaires sur la santé peut marginalement accroître l'activité dans ce secteur. Du côté de la sphère marchande, quelques rares segments bénéficient de la crise : la branche communication dopée par le confinement et le télétravail, de même que la part des IAA, qui s'adresse au circuit du commerce de détail. Certains segments n'en sont pas moins négativement impactés (les médias, du fait de la chute des recettes publicitaires, les activités Foodservice des IAA, destinées à la restauration, l'activité des agences immobilières, du fait du gel des transactions dans l'ancien etc.)
Les services administrés	22,1%	1,1%	0,1%	
La filière alimentaire	3,7%	-0,1%	0,2%	
Les services financiers	4,5%	2,6%	2,2%	
Services immobiliers	12,4%	-5,4%	0,7%	
Information et télécommunication	0,6%	5,3%	2,1%	

LES CONSÉQUENCES POUR LES SECTEURS DES SAE

Pour analyser les secteurs des services aux entreprises, nous avons fait le choix de prendre en compte les secteurs, les typologies d'acteurs ou les marchés suivants :

<ul style="list-style-type: none"> • Activité des professions juridiques • Analyses, essais et inspections techniques • Bioanalyse • Blanchisserie et la location de linge • <i>Business process outsourcing</i> • Cabinets d'avocats d'affaires • Calcul intensif et simulation • Centres d'appels / centres de contacts • Cloud computing • Conception et commercialisation d'applications mobiles • Conception et commercialisation d'intelligence artificielle • Conciergerie • Conseil en management • Conseil en cession - transmission d'entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> • Conseil en financement de l'innovation • Conseil en propriété industrielle • Conseil en technologie • Cybersécurité • Edition de logiciels • Entreprises de services numériques (ex-SSII) • Études de marché et sondages • Expertise comptable et audit • Facility management • Hébergeurs et gestionnaires de data centers • Incubateurs • Legaltech • Livraison de repas en entreprises • Location de matériels informatiques • Logiciels et services de CRM 	<ul style="list-style-type: none"> • Marketing digital • Marketing prédictif • RegTech et services de conformité • Services de cloud d'infrastructure • Services de dématérialisation • Services de gestion du compte clients • Services de nettoyage aux entreprises • Services de restauration collective • Services de sécurité • Services de visioconférence • Services d'ingénierie, d'études et de conseils techniques • Services MICE (Meetings Incentives Conventions & Events) • Travail temporaire, intérim • Voyages d'affaires
---	--	--



À RETENIR

1

L'activité des secteurs des services aux entreprises (SAE) suit traditionnellement le cycle économique (le PIB) en amplifiant les phases de croissance et de récession.

2

La crise actuelle ne fera pas exception et les entreprises du secteur, de manière générale, doivent se préparer à une sévère récession pour 2020, avec un chiffre d'affaires en repli de 7% en valeur. Les SAE représentent en effet aux yeux des donneurs d'ordres une variable d'ajustement pour préserver leur trésorerie.

3

Tous les SAE — secteurs extrêmement divers par construction — ne seront pas confrontés aux mêmes périls. Certains métiers, du fait de leur spécificité ou d'éléments liés à leur modèle d'affaires, se révèlent plus ou moins résilients : système d'abonnement, paiement du service à l'avance, impossibilité de se libérer du contrat avant l'échéance, effets de *lock-in*, services essentiels au fonctionnement des entreprises...

4

Services de sécurité et nettoyage, de comptabilité, services d'analyse, essais et inspections techniques ou services juridiques disposent chacun à leur manière de filets de sécurité. Certes, il y aura des ajustements côté clients qui tenteront de renégocier les termes de leur contrat. Les pressions déflationnistes vont aussi s'accroître. Mais, globalement, ces services seront « préservés » ou pourraient tirer parti de la période post-crise.

5

D'autres secteurs des SAE seront particulièrement exposés, non seulement aux mesures de confinement (restauration collective, services MICE) mais aussi et surtout lors de la phase de reprise de l'activité économique. Cabinets de conseil et d'ingénierie et bureaux d'études seront affectés par le plongeon des investissements des entreprises.

6

Les agences d'intérim, très affectées par les mesures de confinement, tout comme certains cabinets de conseil, devront composer avec une chute drastique de la demande en lien avec la récession économique. Les entreprises s'appuieront d'abord sur leurs ressources internes.

2.2. L'IMPACT SUR LA DEMANDE

Les SAE, variables d'ajustement

Les services aux entreprises surréagissent en général aux cycles économiques, à la hausse comme à la baisse. Or, l'exercice 2020 s'annonce épouvantable. Pour préserver à tout prix leur trésorerie, les donneurs d'ordres tailleront dans leurs dépenses de fonctionnement (Opex), reporteront leurs projets d'investissement (Capex) — même les plus stratégiques — ou négocieront âprement les prix avec leurs prestataires (à moins qu'ils ne soient devenus très dépendants d'eux). De fait, avec un PIB français en baisse de plus de 3% et face au spectre d'une récession mondiale, le chiffre d'affaires des entreprises du secteur ne pourra que plonger en 2020. Bien sûr, tous les métiers ne seront pas logés à la même enseigne. D'un côté, les métiers résilients (expertise comptable, analyses et inspections techniques, services juridiques, nettoyage et sécurité...) tireront parti d'une demande difficilement compressible ; la bioanalyse, en particulier, devrait sensiblement s'accélérer... De l'autre, les métiers plus exposés au cycle des investissements devront composer avec une chute de la demande, une fois les anciens contrats exécutés : conseil, ingénierie, bureaux d'études... L'intérim, lui, devra composer avec un choc d'ampleur en 2020.

Principaux moteurs de la demande des SAE	Évolution 2020 / 2019	Commentaires
Croissance économique française	-3,3%	Compte tenu de l'hétérogénéité des débouchés des services aux entreprises, la croissance économique apparaît comme un déterminant relativement solide de la demande adressée à ce secteur. En général, l'activité des SAE s'ajuste plus fortement à la hausse ou à la baisse que la croissance du PIB. De fait, la demande adressée aux SAE reculera plus fortement encore.
Investissement des entreprises	-8,2%	Les entreprises vont donner la priorité à la préservation de leur trésorerie (ne plus avoir de <i>cash</i> c'est être acculé à la faillite). Elles sacrifieront alors inéluctablement les dépenses d'investissement, y compris les plus importantes à court terme.
Activité du BTP	-9,0%	Une partie des entreprises du secteur travaille avec la filière du BTP : cabinets d'ingénierie, contrôles et analyses techniques, services juridiques, etc. Certains domaines seront plus résilients que d'autres, surtout s'ils sont obligatoires (inspections techniques).
Activité de l'industrie (y compris eau, déchets et énergie)	-7,0%	Les mesures de confinement anti-Covid-19 prises par la Chine, l'usine du monde, mais aussi par la plupart des partenaires commerciaux de la France en Europe désorganisent partiellement les chaînes d'approvisionnement des entreprises françaises. Des usines sont à l'arrêt : c'est le cas chez PSA ou Renault. Les chaînes logistiques ne sont pas pour autant rompues et les marchandises circulent toujours.

2.3. LA SEGMENTATION SECTORIELLE

Une crise aux effets variables selon la typologie des SAE

La crise sanitaire du Covid-19 puis la période post-crise auront des effets inégaux sur les secteurs des services aux entreprises compte tenu de leur extrême hétérogénéité. Avant d'évaluer la capacité de résistance et de rebond des SAE, il convient donc de bien différencier les trois grandes catégories de secteurs.

■ Typologie des services aux entreprises face à la crise sanitaire

Les « protégés »	Les « non-indispensables »	Les secteurs « sous le choc »
Exemples Activités juridiques et comptables Activités de contrôle et analyses techniques Services juridiques Services de sécurité Services de nettoyage Services de cybersécurité ...	Exemples Études de marché et sondages Activités d'ingénierie Recherche et développement scientifique Certaines sociétés de conseil Incubateurs ...	Exemples Agences d'intérim et autres activités liées à l'emploi Certaines sociétés de conseil ...
Principales caractéristiques – Activités plutôt dépendantes de l'évolution des dépenses de fonctionnement des entreprises clientes – Dépenses souvent non compressibles – Dépenses parfois obligatoires compte tenu de la réglementation – Importance de l' <i>intuitu personae</i> pour les professions intellectuelles – Effets de <i>lock-in</i> liés aux termes des contrats – MAIS : pressions déflationnistes post-crise car les clients feront jouer la concurrence dès qu'ils le peuvent (priorité à la trésorerie)	Principales caractéristiques – Activités plutôt dépendantes des dépenses d'investissement des entreprises clientes – Dépenses qui seront sans doute reportées un temps pour sauvegarder la trésorerie des donneurs d'ordres – Pas d'effet de rattrapage pour ces activités une fois la crise sanitaire terminée – Le redémarrage de l'investissement aura un effet d'entraînement presque immédiat sur cette catégorie – Les pressions déflationnistes resteront d'actualité	Principales caractéristiques – Des services incontournables en cas de forte croissance MAIS inutiles en période de basses eaux – Des missions annulées pendant la crise sanitaire, en particulier pour l'intérim – En période post-crise sanitaire, les entreprises clientes mobiliseront d'abord leurs propres ressources internes avant de privilégier des forces externes

Source : Xerfi

2.4. LES CAPACITÉS DE RÉSISTANCE ET DE REBOND

■ Evaluation de la capacité de résistance et de rebond des services aux entreprises (SAE)

Méthodologie : chaque critère est noté de 1 à 4, 1 indiquant une faiblesse et 4 une force/capacité importante

Critères d'évaluation	Scoring	Commentaires éventuels
Santé (économique et financière) des entreprises avant la crise	3	Les entreprises affichent majoritairement des niveaux de marges élevées sur moyenne période (conseil, expertise comptable, audit, ingénierie...). À l'inverse, les sociétés de nettoyage ou de sécurité sont traditionnellement plus fragiles à ce niveau compte tenu de la forte concurrence par les prix qui règne dans ces secteurs.
Degré de continuité de l'activité pendant la crise	3	Le télé-travail est possible pour certains pans des SAE. Plusieurs services sont également dématérialisables (livrables dans le conseil, plans pour les architectes, rapports pour les bureaux d'études, etc.). En revanche, l'intérim, les services de sécurité ou encore les services de nettoyage des bureaux risquent de subir de plein fouet les mesures de confinement.
Importance des effets de rattrapage post-crise	1	Une fois la crise sanitaire passée, les entreprises clientes tailleront dans leurs dépenses de fonctionnement et d'investissement pour sauvegarder leur trésorerie. Les nouveaux contrats pourraient alors tarder à être signés pour les métiers « non essentiels » comme les missions de conseil traditionnellement très exposés (à la hausse comme à la baisse) au cycle de la conjoncture. Les pressions déflationnistes vont également redoubler de la part des donneurs d'ordres.
Opportunités de croissance liées à la crise ou post-crise	1	Les coûts fixes (la masse salariale) pèsent lourd dans ces secteurs ce qui devrait dégrader sérieusement les marges des entreprises en cas de baisse durable de l'activité — surtout pour l'intérim ou les métiers du conseil. Leur capacité de rebond en serait alors affectée. Des défaillances sont à prévoir, pouvant faire naître des opportunités de rachats pour les acteurs les plus solides, d'autant que ces professions sont très atomisées.
Synthèse (moyenne)	2	Une partie des SAE se positionne comme partenaires clés des entreprises grâce à une offre difficilement « ré-internalisable » par les donneurs d'ordres : experts-comptables, auditeurs, architectes, ingénieurs, sociétés de nettoyage et de sécurité, agences d'intérim... Cela n'empêchera pas les entreprises clientes de procéder à d'importants ajustements sur les prix et les volumes afin de sauvegarder leur trésorerie. 2020 s'annonce dès lors très compliquée, avec sans doute une montée des défaillances. La reprise est attendue pour 2021.

Source : Xerfi